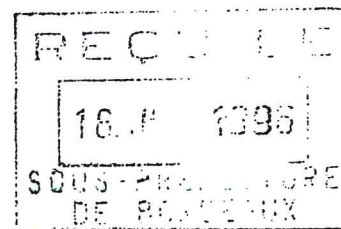


Nombre de Membres : 19

En exercice : 19

Ont Délibéré : 19

Date de Convocation du Conseil Municipal : 01/07/1996



SEANCE DU 05 JUILLET 1996

L'an mil neuf cent quatre vingt seize,

et le cinq Juillet, à 19 heures 30,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Yvette GARCIA, Maire.

PRESENTS : Mmes GARCIA. KESLER. Mrs MASSON. GIRAUDAU. BOUSCARY. COUVEIGNES. DARRIET. DONGIEUX. FOUSSIER. GANGUILLIN. GUITTENY. MAHEUT. PAUQUET. Mme SOUQUIERE. Mr TARRIDE.

EXCUSES : Mrs LE CAM. MUSSOTTE. LUBESPERE. MARQUEHOSSE.

PROCURATIONS : Mr LE CAM pour Mme GARCIA. Mr MUSSOTTE pour Mr GIRAUDAU. Mr LUBESPERE pour Mr GUITTENY. Mr MARQUEHOSSE pour Mr DONGIEUX.

SECRETAIRES de SEANCE : Mrs DONGIEUX & FOUSSIER.

OBJET DE LA DELIBERATION : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Madame le maire expose au Conseil Municipal :

L'article L211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) rendu public ou approuvé d'instituer un droit de préemption portant sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future, telles qu'elles sont définies au POS.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de constituer des réserves foncières et de réaliser les actions et opérations d'aménagement visées à l'article L210-1 du code de l'urbanisme.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L211-1 et suivants et R211-1 et suivants, Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur la totalité des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (NA) délimitées par le plan d'occupation des sols, telles qu'elles figurent sur le plan annexé à la présente délibération,

- donne délégation à Madame le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L122-20-15° du code des communes et précise que les articles L122-11 et L122-13 sont applicables en la matière.

- précise que le Droit de Préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux diffusés dans le département : le Courrier Français et Sud Ouest.

Le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier du P.O.S conformément à l'article R 123-19 c) du code de l'urbanisme.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Préfet,
- à Monsieur le Directeur départemental des services fiscaux,
- à Monsieur le Directeur départemental de l'Equipement,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre départementale des Notaires,
- au barreau constitué près le tribunal de grande instance,
- au greffe du même tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du code de l'urbanisme.

Cette délibération annule et remplace celle prise précédemment.

Pour copie conforme,

Le Maire,



Yvette GARCIA.



VOTE

Pour : 19
Contre : 0
Abstentions :